



COMMUNICATION DE M. KABONDO CONCERNANT LE RUANDA-URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Kigali, le 10/8/54

Aux membres du Conseil de tutelle de l'ONU

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'Autorité administrante a refusé d'exécuter ma plainte, objet de ma pétition datant de l'année 1951 ^{1/}.

Il est tout à fait normal qu'étant accusée, elle-même, elle ne se plaise pas de m'arranger. La preuve est que malgré vos recommandations, figurant dans l'article 85 et qui parle de la façon par laquelle on devrait procéder dans mon affaire on se soit tu, et resté indifférent comme d'habitude.

Voici qu'il y a 18 ans que je suis dépourvu de mes biens, et en conséquence privé des moyens de subvenir aux besoins généraux de ma famille.

A part qu'il n'existe presque jamais, un noir qui réussit une palabre contre un Européen, tant Belge qu'étranger, l'Administration nous joue une pareille politique que nous ne puissions pas nous défendre.

Je vous serais très obligé, Messieurs, de bien vouloir pousser l'Autorité administrante, à mettre fin à cette affaire qui reste si longtemps en litige. Si vous ne vous y mettez pas, ça va traîner plus longtemps encore.

Je suis convaincu, que ce rappel me sera utile et que votre haute bienveillance me fera tenir copie de vos décisions.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération très distinguée, et de mes respectueux sentiments.

Kabondo.

1/ Note du Secrétariat : voir T/PET.3/46, résolution 444 (X).